

2024, une année de luttes indispensables pour les droits LGBTQI !

→ Scoop : Gabriel Attal n'est pas un camarade

La nomination de Gabriel Attal au poste de 1^{er} Ministre est moins un événement marquant du fait de son homosexualité, contrairement à une lecture médiatique de surface qui le laisserait penser, qu'un gage toujours plus marqué, par ses choix de ministres, à la droite la plus homophobe et réactionnaire : assidu-es à la Manif pour tous (Catherine Vautrin), opposant-es à la PMA (Rachida Dati) et/ou partisan-es de l'exclusion des hommes trans de la protection du droit à l'IVG (Aurore Bergé), chantre enfin de l'école privée intégriste Stanilas (AOC, Amélie Oudéa-Castéra) où le sexisme, l'homophobie et l'absence de prévention en matière de santé sexuelle sont des règles fondamentales.

→ Quand le pinkwashing¹ cache la forêt

Se focaliser sur son homosexualité masque donc toutes ces menaces LGBTQIphobes directes et participe de la dépolitisation des enjeux LGBTQI en les masquant derrière des « icônes », sans paroles ni action positives, sous le seul prisme de la vie privée². Par ailleurs, cette absence d'analyse laisse le champ libre aux fantasmes d'extrême droite sur de prétendus « lobbys gays » d'un « État profond » ou à des caricatures même de gauche évoquant « Dalida à Matignon ». Aucune lutte LGBTQI et syndicale n'y gagne, seuls les rouges-bruns et les fachos en ressortent démultiplié-es et légitiment les discours divisant artificiellement les « questions économiques » (aka urgentes) des « questions sociétales » (pas prioritaires car pour « une minorité de personnes », de l'ordre de la pure division de l'opinion publique et concernant bizarrement les droits élémentaires des femmes et LGBTQI).

A fortiori quand ce sont les rances projets de « réarmement démographique » – pure projet nataliste et nationaliste du Rassemblement national qui occupe actuellement le gouvernement Macron, dans une pure vision instrumentale des femmes perçues comme seuls utérus – vision partagée par les transphobes au passage – avec pour corollaire la défense de la famille nucléaire hétérosexiste, celle-là même qui fout à la porte les jeunes queers et dissimule les incestes³ gênant le beau récit mythique de la famille nucléaire ancestrale, forme sociale moderne héritée de la classe bourgeoise.

→ « Avec le mariage pour tous, vous avez pas tout obtenu ? » : PMA, droits des personnes trans & intersexes : rien ne nous a été donné, tout est encore à gagner !

Pourtant, la photographie des luttes LGBTQI a très peu évolué depuis près d'une dizaine d'années et on ne constate toujours pas en France de diminution des agressions LGBTQIphobes, ce qui n'empêche pas les gouvernements Macron⁴. Au contraire ceux-ci sous-dotent et même conditionnent les aides financières dans le cadre de lutte contre les discriminations LGBTQIphobes⁵, alors même qu'on assiste à une infiltration des discours transphobes dans les médias, colportés par l'extrême droite et des régressions inquiétantes des droits LGBTQI même dans les pays limitrophes (Italie⁶, Royaume-Uni⁷). Demeurent suspendues et plus que jamais nécessaires à obtenir ces revendications essentielles en France, défendues par l'Union syndicale Solidaires :

- La fin des mutilations à la naissance des personnes intersexes⁸ ;

Union
syndicale
Solidaires

- L'ouverture réelle de la PMA (Procréation Médicale Assistée) à tou-te-s, dont les personnes trans⁹ et/ou racisées¹⁰. Par ailleurs, la procédure reste peu accessible à toutes en France du fait de l'embouteillage des demandes, suite à la sous-estimation de la nécessité de l'extension de la PMA aux femmes seules et aux couples lesbiens.
- La simplification du Changement d'État Civil (CEC) des personnes trans, sans étape psychiatrique ni judiciaire, mais sur simple demande en mairie (comme c'est désormais le cas en Espagne)¹¹ ;
- + de formations scolaires/professionnelles et de moyens alloués contre les discriminations LGBTQIphobes et à la lutte contre le VIH et les IST.

→ Une année déterminante pour défendre les droits des étranger-es LGBTQI

La rentrée de septembre 2023 avait annoncé la hauteur des débats pour les années à venir en légiférant sur les vêtements des jeunes filles à l'école et en décrétant quels vêtements étaient « islamiques ». Le contrôle « républicain » du corps des femmes mineures par des adultes est donc entériné. Puis, ce fut le marronnier « vieille France » de l'expérimentation du retour de l'uniforme – genré bien sûr – à l'école qui fit son chemin, programme de longue date de l'extrême droite. La Loi sur l'immigration de Darmanin vient confirmer ce désastre légal qui s'installe pour durer si les forces syndicales et associatives ne se montrent pas en mesure de proposer un autre projet social où les migrant-es auraient droit comme tout-e un-e chacun-e – normalement – à un toit, une éducation gratuite, à la santé et à un emploi décent. Et, évidemment, à l'application réelle de la Convention de Genève du droit des réfugié-es. Depuis des années, les associations de défense des étranger-es alertent sur l'extrême vulnérabilité que ces lois toujours plus xénophobes et restrictives font peser sur les étrangers et les migrant-es et, parmi eux notamment, les réfugié-es LGBTQI en demande d'asile. Risquant leur vie iels aussi face aux esclavagistes en Libye, par leur traversée du Sahara, de la Méditerranée, des Alpes, de la Manche, iels cumulent qui plus est la menace initiale de persécutions lesbophobes, homophobes, intersexophobes,

transphobes dans leur pays de départ puis, à leur arrivée en France, peuvent faire face soit à la suspicion des offices d'immigration quant à leur récit de vie LGBTQI, soit à la minimisation du danger réel de vivre en tant que LGBTQI dans leur pays de départ, ce qui a déjà conduit honteusement à des OQTF¹² dans des pays aux législations LGBTQIphobes où leur chance de survie est extrêmement faible. Les migrant-es LGBTQI, comme les autres, peuvent de plus avoir besoin de traitements, inexistantes ou inaccessibles dans leur pays de départ, nécessitant a fortiori la garantie du statut de réfugié-es en France.

→ La nécessité de poursuivre le combat à l'international aussi!

Outre le cas de l'Italie et du Royaume-Uni mentionné plus haut, l'Union syndicale Solidaires fait le lien entre la politique extérieure impérialiste et belliciste en Russie¹³ et sa politique intérieure de chasse aux personnes LGBTQI, aux pacifistes, progressistes et aux militant-es féministes. De même, l'intégrisme religieux évangéliste en Ouganda¹⁴ ou au Ghana¹⁵, soutenu par les lobbys ultras-réactionnaires états-uniens pèsent sur l'ensemble des minorités de genre ayant toujours existé en Afrique, par-delà la colonisation. Nous nous réjouissons des avancées politiques en Grèce, Slovénie, Népal ou en Espagne en matière de droits LGBTQI car notre solidarité dépasse les frontières, ne pourra se satisfaire d'un « élu gay » ou d'un trottoir repeint aux couleurs de l'arc-en-ciel ! Des actes maintenant, pour lutter contre les violences partout !

Les droits LGBTQI concernent donc tout le champ syndical des luttes, pour défendre et renforcer le droit des femmes, des migrant-es qui composent les rangs des travailleur-ses, ici et ailleurs, qui n'en peuvent plus des conditions de travail sous les insultes et ambiances hétérosexistes. L'agenda de nos luttes est rempli face aux menaces fascistes, racistes, LGBTQIphobes et misogynes, mais toutes celles-ci rentrent en résonance.

EGALITÉ POUR TOU-TE-S, DES PAPIERS POUR TOU-TE-S OU PLUS DE PAPIERS DU TOUT !

1. http://rainbowhouse.be/wp-content/uploads/2017/07/glossaire-fr_modifs2.pdf
2. <https://blogs.mediapart.fr/leane-alestra/blog/090124/gabriel-attal-premier-ministre-une-poudre-de-perlimpinpin-arc-en-ciel>
3. <https://www.mediapart.fr/bnf.idm.oclc.org/journal/france/141223/inceste-la-ciivise-un-changement-de-presidence-qui-va-changer-la-ligne>
4. <https://www.madmoizelle.com/pourquoi-des-associations-lgbtqi-rejettent-le-nouveau-plan-contre-la-haine-anti-lgbt-du-gouvernement-1550181>
5. <https://www.mediapart.fr/bnf.idm.oclc.org/journal/france/190723/delegation-contre-le-racisme-et-la-haine-anti-lgbt-histoire-secrete-d-une-derive>
6. https://www.francetvinfo.fr/monde/italie/nous-savons-que-ca-finirait-par-arriver-en-italie-la-traque-des-familles-homoparentales-par-le-gouvernement-de-giorgia-meloni-a-commence_5987957.html
7. <https://www.mediapart.fr/bnf.idm.oclc.org/journal/international/140223/la-loi-ecossaise-sur-la-reconnaissance-du-genre-enflamme-le-royaume-uni>
8. <https://cia-oiifrance.org/un-arrete-de-bonnes-pratiques-qui-ninterdit-rien-le-ministere-confirme-le-droit-des-medecins-a-mutiler/>
9. <https://www.mediapart.fr/bnf.idm.oclc.org/journal/france/051123/pma-pour-les-personnes-trans-le-grand-flou>
10. <https://www.mediapart.fr/bnf.idm.oclc.org/journal/france/301221/pma-des-lesbiennes-non-blanches-deplorent-un-racisme-medical>
11. <https://outrants.org/discours-de-outrants-a-lexistransinter-2023/>
12. OQTF : Obligation de Quitter le Territoire Français
13. <https://blogs.mediapart.fr/mouais-le-journal-dubitatif/blog/020224/le-placard-ou-la-prison-repression-des-lgbt-en-federation-de-russie>
14. <https://www.france24.com/fr/afrique/20230529-ouganda-une-loi-anti-lgbt-promulgu%C3%A9e-malgr%C3%A9-l-indignation-de-nom-breuses-ong>
15. https://www.lemonde.fr/afrique/article/2024/02/29/au-ghana-le-parlement-durcit-la-loi-contre-les-homosexuels_6219284_3212.html